

moins, nous n'avons pas fait d'images taillées.» Le chef de l'opposition a déclaré à maintes reprises que le gouvernement n'avait absolument rien fait de bon. Je voudrais lui rappeler que même une horloge arrêtée est à l'heure deux fois par jour.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, lorsque j'écoutais le discours du chef de l'opposition, j'ai commencé à me demander ce qui se produirait si les positions étaient renversées et que le discours du trône était en fait le discours du chef de l'opposition.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Jamieson:** Voyons quelle serait la situation si le discours que le chef de l'opposition a prononcé à la Chambre était en fait le document lu par Son Excellence le gouverneur général. Qu'y trouverions-nous en matière de politique? Qu'y trouverions-nous pour ce qui est des projets, des solutions et des choix que proposerait l'opposition, chargée alors évidemment d'énoncer la politique? Tout d'abord, voici ce que nous aurions:

Notre premier objectif serait de créer des emplois utiles en nombre suffisant pour les Canadiens...

Quelle imagination! Quelle originalité! Il ne souffle pas mot de la façon d'y arriver, il n'a pas un mot à dire, ce parti qui va fournir des emplois utiles en nombre suffisant pour les Canadiens.

**M. Bigg:** Parlez-nous du transport, et non pas de «salades» politiques.

**L'hon. M. Jamieson:** Il semble que nous marquions des points, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Jamieson:** J'avais commencé à dire, monsieur l'Orateur, qu'en fait, après cette déclaration d'une grande profondeur que personne ne songe à contredire, le chef de l'opposition ne laisse pas entrevoir comment son parti combattrait le problème universel, qui affecte les pays industrialisés du moins, et qui consiste à chercher comment réaliser le plein emploi tout en contrôlant la montée des prix et des salaires, de même que tous les autres problèmes issus de l'inflation. Il ne dit pas non plus si son parti est pour le contrôle des prix et des salaires. Est-ce que l'introduction du contrôle des prix et des salaires fait partie de la politique des conservateurs? Est-ce que le chef de l'opposition le souhaite, ou est-ce la chasse gardée du député de Prince Edward-Hastings (M. Hees), cet éternel Peter Pan du parti conservateur?

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Jamieson:** Alors, on peut imaginer la réaction que susciterait cette phrase de la déclaration du chef de l'opposition, si elle figurait toute seule dans le discours du trône:

Notre troisième priorité est la recherche d'une croissance économique régulière, tant du point de vue du produit national brut que de celui de la productivité, au moyen d'un programme de mesures visant à encourager les initiatives des Canadiens dans tous les secteurs du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des autres occupations.

Cela, monsieur l'Orateur, c'est ce qu'on appelle, en termes juridiques, la clause omnibus. Tout y entre. Vous y introduisez les mots-clés comme «encouragements» et «initiative», et vous y rattachez tous les groupes de pres-

[L'hon. M. Jamieson.]

sion, possibles et imaginables, au pays. Comment cela se réalise, nous l'ignorons. Cela ne veut rien dire. Que dire de la phrase merveilleusement ingénieuse:

En quatrième lieu, nous estimons qu'il est tout à fait prioritaire de proposer aux Canadiens un objectif national.

J'imagine, monsieur l'Orateur, que le premier homme politique qui ait jamais fait une campagne électorale au Canada a dû inventer cette phrase. De fait, elle n'a rien de nouveau ou d'ingénieux. Même Dalton Camp et le très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker) pourraient s'entendre là-dessus.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Jamieson:** Mais, monsieur l'Orateur, de quel genre d'initiatives, d'encouragements et de dessein national s'agit-il? Ces initiatives qui seront prévues et qui font partie de cette disposition omnibus avec toutes sortes de choses, sont-elles des stimulants du genre qui assurerait un revenu annuel garanti qui fait l'objet de l'anathème d'un groupe important d'oppositionalistes? Où y aura-t-il un stimulant pour les tenants de la liberté d'entreprise chez les Tories? Il faut choisir entre ces deux genres de stimulants.

S'agira-t-il d'une plus grande libéralisation des échanges, ce que nombre des cultivateurs ici pourraient bien vouloir, ou d'une protection accrue pour le commerce que le chef de l'opposition associe à tous les autres genres d'occupation dans cette phrase? Je répète que si le chef de l'opposition s'attend que la population canadienne avale ce genre de généralités, alors il se trompe rudement. Dans ce discours du trône imaginaire émanant des conservateurs, nous en venons ensuite à la ligne suivante:

Nous devrions immédiatement adopter le principe d'un budget de plein emploi au Canada.

C'est tout, point, alinéa, et rien de plus.

Nous devrions immédiatement adopter le principe d'un budget de plein emploi au Canada.

Comment procéder pour cela? De quelle sorte de budget de plein emploi s'agit-il? Le chef de l'opposition fait remarquer que les États-Unis y ont eu recours. Monsieur l'Orateur, c'était il y a environ un an. Et le chef de l'opposition veut-il donner à entendre que les résultats qu'ils ont obtenus sont des choses souhaitables pour le Canada? Est-ce là le modèle que nous voulons imiter? A-t-il oublié que quelques mois à peine après l'adoption par les États-Unis du budget dit de plein emploi, les taux du chômage y étaient à peu près inchangés et qu'en outre les États-Unis ont dû mettre en application les mesures fiscales et monétaires les plus draconiennes peut-être de leur histoire? Il dit simplement, avec calme et sang-froid:

• (2050)

Nous devrions immédiatement adopter le principe d'un budget de plein emploi au Canada.

Ensuite, nous en venons à une phrase qui est une véritable énigme. S'il s'agissait d'un discours du trône des conservateurs, j'ignore comment je réagis. Le chef de l'opposition dit:

On aurait dû proposer de rallier les Canadiens pour combattre l'inflation et, notamment, de préciser le rôle de la Commission des prix et des revenus.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela veut-il dire que ce parti qui a vilipendé la Commission des prix et des revenus depuis le début, va maintenant garder cette même commission? S'il veut la maintenir, il y apportera probablement des modifications substantielles.